

Nations Unies
**ASSEMBLEE
GENERALE**

ONZIEME SESSION
Documents officiels



TROISIEME COMMISSION, 726e

SEANCE

Mercredi 9 janvier 1957,
à 15 h. 15

New-York

SOMMAIRE

	Pages
Point 31 de l'ordre du jour :	
Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (<i>suite</i>)	
Article 8 du projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (<i>fin</i>).....	231
Article 9 du projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.....	234

Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).

POINT 31 DE L'ORDRE DU JOUR

Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (E/2573 [annexes I, II et III], A/2907 et Add.1 et 2, A/2910 et Add.1 à 6, A/2929, A/3077, A/C.3/L.460, A/3149, A/C.3/L.528, A/C.3/L.532, A/C.3/L.556 à 558) [suite]

ARTICLE 8 DU PROJET DE PACTE RELATIF AUX DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS (E/2573, ANNEXE I, A) [*fin*]

1. Le PRÉSIDENT invite les membres de la Commission à expliquer leur vote sur l'article 8 du projet de pacte.

2. Mlle SOUTER (Nouvelle-Zélande) indique que la législation syndicale de la Nouvelle-Zélande garantit le droit de former des syndicats et de s'y affilier. En outre, elle donne effet au principe qui veut que les conflits du travail soient réglés dans toute la mesure du possible sans grève. Les syndicats ont la faculté de devenir parties au système spécial de règlement prévu par l'*Industrial Conciliation and Arbitration Act*, ce que la plupart ont fait, s'engageant par là même à accepter les sentences rendues par le tribunal arbitral si la conciliation échoue.

3. On voit pourquoi la délégation néo-zélandaise estime que l'on a fait, dans le texte de l'article 8, une place trop importante au droit de grève en tant que méthode de règlement des conflits du travail. Elle avait espéré que les auteurs du texte révisé accepteraient la suggestion du représentant du Chili, tendant à prévoir aussi d'autres méthodes, notamment la conciliation et l'arbitrage.

4. La délégation néo-zélandaise a voté en faveur des sous-amendements du Canada (A/C.3/L.554) et des sous-amendements des Pays-Bas et du Royaume-Uni (A/C.3/L.555) au texte révisé (A/C.3/L.552/Rev.2) de l'article 8, qui, à son avis, améliorent le texte. Elle a également appuyé les deux alinéas supplémentaires figurant au point 3 des sous-amendements des Pays-Bas et du Royaume-Uni; elle estime en effet que les questions dont ils traitent méritent d'être expressément mentionnées.

5. Elle a été heureuse de constater que l'ancien paragraphe 2 du texte des trois puissances (A/C.3/L.552/Rev.1) a été omis dans la nouvelle version de leurs amendements (A/C.3/L.552/Rev.2); en effet, il est bien évident que les Etats qui signeront le pacte s'engageront par là même à respecter toutes les clauses qu'il contient.

6. Si la délégation néo-zélandaise n'a pas voté en faveur du texte des trois puissances, c'est parce que ce texte lui semblait empiéter sur un domaine qui relève plutôt de la compétence de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Elle a néanmoins voté en faveur de l'ensemble de l'article 8 pour bien marquer son adhésion aux principes énoncés dans le texte sous sa forme amendée.

7. M. KNOX (Danemark) estime que l'une des difficultés les plus graves auxquelles la Commission s'est heurtée tient aux différences de sens du mot "syndicat" en anglais et en russe d'une part, en espagnol et en français d'autre part. La délégation danoise considère, quant à elle, que l'article 8 ne s'applique qu'aux seuls groupements professionnels de travailleurs. C'est en interprétant le texte de cette manière qu'elle a jugé possible de voter en sa faveur. Du reste, il semble bien que l'article 8, sous sa dernière forme, soit rédigé de façon à exclure toute autre interprétation. Le représentant du Danemark précise qu'il n'entend nullement se prononcer, au stade actuel des débats, sur le droit des employeurs en matière d'association. Il y a là un problème très délicat, qui est lié, notamment, à la question des mesures dirigées contre les trusts.

8. M. MUFTI (Syrie) déclare que la délégation syrienne a voté en faveur du texte de l'article 8 modifié, dans lequel elle voit une amélioration certaine par rapport au texte initial.

9. Elle s'est abstenue lors du vote sur le sous-amendement canadien (A/C.3/L.554) qui semble placer sur le même plan d'une part la garantie de l'Etat, et d'autre part les règles fixées par l'organisation syndicale, alors que la première devrait avoir la préséance sur les autres. C'est, semble-t-il, laisser entendre que les organisations syndicales ont la possibilité de tourner l'article 8 en prévoyant des règles qui viendraient réduire à néant les droits consacrés par cet article.

10. Pour ce qui est des sous-amendements des Pays-Bas et du Royaume-Uni (A/C.3/L.555), la délégation syrienne a voté en faveur du texte proposé au point 1, estimant que la liberté d'activité syndicale doit être tempérée par des restrictions du genre de celles qui y sont énoncées. Elle a voté en faveur du point 2, b, des sous-amendements, car elle estime que le fait de subordonner les restrictions à des mesures législatives est une garantie supplémentaire donnée aux organisations syndicales. Elle s'est abstenue lors du vote sur le premier alinéa du texte proposé au point 3, parce qu'il introduit un élément nouveau, la fonction publique, qui ne figure pas dans l'article 21 du projet de pacte relatif

aux droits civils et politiques (E/2573, annexe I, B). Elle s'est également abstenue lors du vote sur le deuxième alinéa, qu'elle juge superflu; elle pense en effet qu'un conflit entre les deux instruments internationaux n'est pas vraisemblable, et qu'il n'est pas indiqué d'autre part de se référer à des conventions spéciales dans un instrument juridique de portée générale.

11. La délégation syrienne a voté en faveur du texte des trois puissances (A/C.3/L.522/Rev.2), qui est explicite et ordonné. Elle a voté en faveur des alinéas *a* et *b*; dans le cas de l'alinéa *c*, elle s'est abstenue lors du vote sur le membre de phrase "le droit qu'ont les syndicats d'exercer librement leur activité", car elle estime que cette liberté ne doit pas être absolue, mais elle a voté en faveur de l'ensemble de l'alinéa. Elle a voté pour l'alinéa *d*, car il consacre un droit qui est l'arme la plus efficace des travailleurs.

12. Elle a voté en faveur de l'ensemble de l'article 8, qu'elle interprète largement; les syndicats désignent pour elle aussi bien les associations d'employeurs que les associations de travailleurs.

13. Mme KOWALIKOWA (Pologne) précise que, pour la délégation polonaise, l'article 8 vise exclusivement les travailleurs, et que les mots "toute personne" désignent tous les travailleurs sans distinction d'âge, de sexe ou de couleur.

14. La délégation polonaise a voté en faveur de l'ensemble de l'article 8, sous sa forme modifiée, avec des sentiments assez mêlés du fait des multiples restrictions qu'il prévoit et qui donnent à l'Etat la possibilité de s'ingérer dans les affaires des syndicats. Les objections de la délégation polonaise concernent aussi bien le sous-amendement canadien (A/C.3/L.554) que les sous-amendements des Pays-Bas et du Royaume-Uni (A/C.3/L.555), qui peuvent dans certains cas se retourner contre les syndicats. C'est pourquoi elle a voté contre les sous-amendements aux alinéas *a* et *c* du texte des trois puissances. Elle a également voté contre le deuxième alinéa du texte proposé au point 3 des sous-amendements des Pays-Bas et du Royaume-Uni, qui mentionne la Convention internationale du travail de 1948, la discussion lui ayant appris que cette convention vise aussi bien les employeurs que les salariés. En adoptant cet alinéa, la Commission n'a fait qu'ajouter à la confusion qui règne déjà à cet égard dans l'esprit des délégations.

15. Tout en déplorant les restrictions auxquelles sont soumis les droits qui y sont énoncés, la délégation polonaise a voté en faveur de l'ensemble de l'article 8, car elle voulait donner son appui à ce que cet article contient de bon.

16. Mme QUAN (Guatemala) déclare que la Constitution guatémaltèque reconnaît le droit de se syndiquer aussi bien aux employeurs qu'aux travailleurs. Si l'article 8 avait été interprété dans ce sens, elle aurait voté en sa faveur. Elle aurait également voté en sa faveur si la majorité de la Commission avait décidé qu'il ne visait que les travailleurs. Elle s'est abstenue lors du vote sur tous les amendements, ainsi que lors du vote sur l'ensemble de l'article, parce qu'elle n'a pu se prononcer sur un texte confus et dont la portée n'a pas été délimitée, malgré toutes les demandes en ce sens.

17. Mme GERLEIN DE FONNEGRA (Colombie) déclare que le Code du travail colombien garantit le droit de s'associer librement aux employeurs, aux travailleurs et à tous ceux qui exercent une activité indé-

pendante. Si l'article 8 ne doit viser que les travailleurs, il est bien évident que le pacte marque un recul par rapport à la législation de la Colombie. C'est pourquoi la délégation colombienne s'est abstenue lors du vote sur l'article 8.

18. M. PAZHWAQ (Afghanistan) déclare que si la délégation afghane s'est abstenue lors du vote sur l'article 8, c'est parce qu'elle préférerait le texte original, parce que des doutes subsistent encore quant à l'interprétation de l'article, et enfin parce que l'objet de celui-ci n'était pas de traiter des droits des syndicats en tant que tels, mais du droit qu'a l'individu de s'affilier à un syndicat.

19. M. THIERRY (France) a voté en faveur de l'insertion du droit de grève, conformément à la Constitution française d'après laquelle ce droit s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent. La délégation française a également voté pour les sous-amendements des Pays-Bas et du Royaume-Uni, qui autorisent des limitations au droit syndical et aussi au droit de grève; en effet, si le droit de grève est largement reconnu dans la législation française, il est limité dans le cas de certaines catégories de personnes.

20. M. PETRZELKA (Tchécoslovaquie) a voté en faveur du texte révisé des trois puissances (A/C.3/L.552/Rev.2), à l'exception de la deuxième partie de l'alinéa *c*. Il a voté contre le sous-amendement canadien (A/C.3/L.554) et contre les sous-amendements des Pays-Bas et du Royaume-Uni (A/C.3/L.555). Si la délégation tchécoslovaque a ensuite, bien que ces amendements aient été adoptés, voté en faveur de l'ensemble du texte des trois puissances, c'est parce qu'elle tient avant tout à voir consacrés dans l'article 8 le droit de se syndiquer et les droits des syndicats. En outre, il est bien évident que les Etats signataires pourront ultérieurement éliminer entièrement, ou en tout cas restreindre, les limitations qu'introduisent ces amendements.

21. M. Petřelka tient à indiquer que, pour la délégation tchécoslovaque, l'article 8 concerne exclusivement les travailleurs, les droits des employeurs étant visés par l'article 21 du projet de pacte relatif aux droits civils et politiques (E/2573, annexe I, B). C'est ainsi qu'elle a interprété l'article 8, lorsqu'elle a voté en sa faveur.

22. M. BRENA (Uruguay) déclare que sa délégation s'est trouvée dans une situation très embarrassante lors du vote. Elle pouvait difficilement, en tant que coauteur du texte révisé, voter contre l'article 8; s'abstenir revenant à ne pas voter, il ne lui restait plus qu'à se prononcer en faveur d'un texte auquel une multiplicité d'amendements avaient fait perdre toute unité et dans lequel les restrictions tenaient en fin de compte plus de place que les droits. La délégation uruguayenne préférera désormais voter pour les textes initiaux qui, s'ils sont incomplets, ont au moins l'avantage d'être logiques.

23. M. Brena croit que le mal vient de ce que la Commission, qui compte 80 membres, a voulu faire tout le travail elle-même au lieu de profiter des dispositions du règlement intérieur de l'Assemblée générale qui lui donnent le droit de nommer des sous-commissions. Elle devra éviter de retomber dans cette erreur, éviter aussi de voter de façon désordonnée, et, pour les articles qui suivront, ne pas hésiter à nommer des groupes de travail.

24. M. LIMA (Salvador) déclare que la délégation salvadorienne s'est abstenue lors du vote sur l'ensemble de l'article 8, et ce pour quatre raisons. Premièrement,

le texte adopté est peu satisfaisant : l'alinéa *a* prévoit deux droits, dont le droit de former des syndicats, et le Salvador estime que ce droit devrait être soumis à certaines conditions préalables, concernant notamment le nombre minimum des membres. Deuxièmement, la portée de l'article est une question qui est restée en suspens. Troisièmement, le Salvador ne reconnaît pas aux syndicats le droit de s'affilier à n'importe quelle organisation syndicale internationale. Quatrièmement, l'article reconnaît indirectement aux membres des forces armées, de la police et de la fonction publique le droit de se syndiquer et le droit de grève, ce que le Salvador ne saurait en aucun cas admettre.

25. M. AYALA MERCADO (Bolivie) a voté pour le texte définitif proposé dans les amendements des trois puissances (A/C.3/L.552/Rev.2) parce que sa délégation figurait parmi ses auteurs. Il considère cependant que ce texte n'est pas satisfaisant parce qu'il est moins clair que le texte qui avait été proposé dans la version précédente des amendements (A/C.3/L.522/Rev.1) et qu'il marque un recul par rapport à diverses législations nationales. La délégation de la Bolivie s'est abstenue lors du vote sur l'amendement canadien (A/C.3/L.554), qu'elle juge superflu. Elle s'est aussi abstenue lors du vote sur les sous-amendements des Pays-Bas et du Royaume-Uni (A/C.3/L.555) aux alinéas *a* et *c* du texte des trois puissances, estimant que les restrictions qu'ils prévoient relèvent de la législation nationale des Etats. M. Ayala Mercado a voté contre le premier alinéa du texte proposé au point 3 des sous-amendements des Pays-Bas et du Royaume-Uni (A/C.3/L.555), car si, dans son pays, le droit syndical ne s'étend ni à la police ni aux forces armées, les fonctionnaires, par contre, en bénéficient. Passant ensuite à l'interprétation qu'il convient de donner au mot "syndicat", le représentant de la Bolivie fait observer qu'historiquement parlant, ce terme vise uniquement les groupements de travailleurs salariés. Cette terminologie est d'ailleurs utilisée dans la Constitution de la Bolivie.

26. M. MEZINCESCU (Roumanie) a voté pour l'ensemble du texte révisé des trois puissances (A/C.3/L.552/Rev.2), qui améliore le texte original de l'article 8. La Commission des droits de l'homme limitait la garantie du droit syndical aux personnes. Or, le droit syndical est un droit d'association, et si l'on garantit aux personnes le droit de former un syndicat sans garantir en même temps aux syndicats le libre exercice de leur activité, on vide le droit syndical assuré aux personnes de toute substance. La délégation de la Roumanie a voté contre les sous-amendements des Pays-Bas et du Royaume-Uni (A/C.3/L.555) parce que les restrictions portant sur tous les droits reconnus dans le pacte doivent être énoncées uniquement à l'article 4.

27. M. VLAHOV (Yougoslavie) aurait préféré que l'on maintienne le texte original de l'article 8. Il a cependant voté en faveur du texte révisé des trois puissances (A/C.3/L.552/Rev.2) malgré les restrictions, inutiles selon lui, qu'il contient, parce qu'il considère que son adoption n'empêchera pas les Etats de prendre, s'ils le désirent, des mesures législatives plus larges et qu'elle facilitera la tâche des syndicats.

28. M. BASAVILBASO (Argentine) pense, lui aussi, que l'on aurait eu intérêt à maintenir l'article 8 sous sa forme originale. Il avait l'intention d'appuyer le texte des trois puissances, mais les diverses modifications qui lui ont été apportées en ont fait un texte

susceptible d'interprétations diverses qu'il était difficile à la délégation argentine d'accepter.

29. M. HOARE (Royaume-Uni) rappelle qu'il a été pratiquement le seul à voter contre diverses parties du texte proposé dans les amendements révisés des trois puissances. L'attitude de la délégation du Royaume-Uni est l'aboutissement logique des objections qu'elle a élevées contre le caractère détaillé des dispositions contenues dans le texte en question. En effet, ces dispositions élargissent la portée de l'article 8, au point d'en modifier complètement le caractère. Les droits reconnus dans le pacte doivent être énoncés sous la forme la plus succincte possible et il est inutile de reproduire des dispositions qui figurent dans d'autres conventions élaborées par des organisations plus spécialisées telles que l'OIT ou l'UNESCO. M. Hoare souligne qu'il n'est pas opposé au fond même de ces dispositions; il estime simplement qu'elles ne sont pas à leur place dans le pacte. Nul n'ignore que le droit de grève est très largement reconnu au Royaume-Uni. Enfin, c'est parce que les amendements du Royaume-Uni et des Pays-Bas ont été retenus par la Commission que M. Hoare a pu s'abstenir lors du vote sur l'ensemble de l'article au lieu de voter contre ce texte.

30. M. CASTAÑEDA (Mexique) a voté pour le texte révisé de l'article 8, qui consacre le droit syndical et le droit de grève. Il estime cependant que les restrictions qui limitent la portée des droits reconnus sont trop nombreuses et il n'a pu les sanctionner de son vote. S'il s'est prononcé pour l'ensemble du texte, c'est parce que les éléments positifs qu'il renferme l'emportent sur les éléments négatifs. Le représentant du Mexique espère en outre que lorsqu'on passera à l'examen du problème général des restrictions, il sera possible de le résoudre de façon plus logique et de supprimer les restrictions particulières.

31. Quant à la portée du droit syndical, la délégation du Mexique interprète cette expression comme s'appliquant uniquement aux travailleurs. Elle ne veut pas dire par là que les employeurs ne peuvent s'associer pour protéger leurs intérêts économiques et sociaux, mais elle estime que les dispositions touchant l'obligation qu'ont les Etats de reconnaître les droits des employeurs doivent figurer dans d'autres articles du pacte et dans d'autres instruments internationaux.

32. M. TSAI (Chine) s'est abstenu lors du vote sur l'article 8 pour les raisons suivantes. D'une part, il était en faveur du texte original. D'autre part, quand le texte révisé a été mis aux voix, certaines délégations ont éprouvé des doutes sur sa véritable portée et le représentant de la Chine craint que, de ce fait, un grand nombre d'Etats ne soient pas en mesure, plus tard, d'appuyer le pacte sans réserve. M. Tsai a voté contre l'alinéa *b* du texte révisé. Cet alinéa porte, non pas sur un droit individuel mais sur un droit collectif, qui n'a pas sa place dans le texte. Le représentant de la Chine s'est abstenu lors du vote sur l'alinéa *d* relatif au droit de grève, car il estime que l'on ne doit pas mettre ce droit en évidence sans mentionner les autres recours dont disposent les syndicats.

33. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) a voté pour l'ensemble du texte révisé des trois puissances (A/C.3/L.552/Rev.2) bien qu'on y ait incorporé, sur l'initiative d'une faible minorité, des restrictions qu'il juge peu satisfaisantes. Il souligne que l'écrasante majorité des membres de la Commission s'est abstenue lors du vote sur ces restrictions. Etant donné les réserves que sa délégation a

formulées précédemment à ce sujet, M. Morozov proposera, à un stade ultérieur, la révision de l'article 8 en vue d'éliminer ces éléments indésirables. Si la Commission n'arrive pas à une solution satisfaisante pour la majorité des délégations, il se réserve le droit de soulever cette question en séance plénière de l'Assemblée générale.

34. M. Morozov met la Commission en garde contre les solutions de compromis analogues à celle qui a été adoptée pour l'article 8. Pour arriver à un accord unanime, certaines délégations ont sacrifié des principes que M. Morozov juge essentiels, ce qui a eu pour effet de diminuer la valeur du texte adopté. Pour éviter des déceptions de cet ordre, on devrait à l'avenir peser soigneusement les termes des compromis envisagés.

ARTICLE 9 DU PROJET DE PACTE RELATIF AUX DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS (E/2573, ANNEXE I, A)

35. M. MACCHIA (Italie) considère qu'il est difficile de reconnaître que toute personne a droit à la sécurité sociale si l'on prend cette expression dans son sens étroit. Il convient en effet d'établir une distinction entre l'assistance fournie par l'Etat pour assurer à l'individu un niveau de vie suffisant, et la sécurité sociale qui représente un revenu remplaçant le salaire perçu comme rémunération du travail. S'il en est ainsi, seuls les travailleurs ont droit à la sécurité sociale. En conséquence, la délégation de l'Italie suggère de remplacer à l'article 9 du projet de pacte (E/2573, annexe I, A) les mots "toute personne" par les mots "les travailleurs". M. Macchia voudrait savoir si l'interprétation donnée par sa délégation à la notion de sécurité sociale est exacte. Il croit comprendre que cette question s'est déjà posée à la Commission des droits de l'homme lors de la rédaction de l'article 9.

36. Il rappelle par ailleurs que dans le commentaire du texte des projets de pactes, on indique que "l'expression "sécurité sociale" avait été d'abord interprétée dans un sens large, qui comprenait non seulement les assurances sociales, mais aussi les allocations familiales et les autres aspects de la protection sociale". (A/2929, chap. VIII, par. 19.) Il demande s'il faut considérer que cette interprétation a été abandonnée.

37. Le représentant de l'Italie fait observer d'autre part que l'amendement proposé par l'Union soviétique (A/C.3/L.556) semble faire une différence entre la "sécurité sociale" et les "assurances sociales"; cependant, le problème n'en est pas résolu pour autant. Enfin, l'expression "sécurité sociale" figure également à l'article 22 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais son sens n'y est pas précisé. Il apparaît donc que l'on ne s'est pas mis d'accord définitivement sur la portée de cette notion. Le représentant de l'Italie serait heureux que les membres de la Commission et le représentant de l'OIT l'éclaircissent sur ce point. En effet, si le pacte ne doit contenir que des déclarations brèves et de caractère général, ses dispositions ne doivent néanmoins prêter à aucune équivoque.

38. Le représentant de l'Italie suggère, pour dissiper ces doutes, d'ajouter à la fin de l'article 9 les mots suivants: "notamment en cas d'accident, de maladie, d'incapacité, de vieillesse et de chômage involontaire". Il rappelle qu'une disposition analogue figure à l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

39. M. LIMA (Salvador) appuiera le texte original de l'article 9 (E/2573, annexe I, A). Il fait observer, à propos de l'amendement de l'Union soviétique (A/

C.3/L.556), que la notion de sécurité sociale a déjà un sens universellement accepté. Le représentant du Salvador considère que la notion de sécurité sociale englobe les assurances sociales, mais il voudrait connaître l'avis du représentant de l'OIT sur ce point. S'il s'agit de deux notions différentes, M. Lima ne voit pas d'objection à ce qu'elles soient mentionnées toutes deux dans le texte. Le représentant du Salvador ne peut accepter la deuxième partie de l'amendement de l'Union soviétique. Au Salvador, la répartition des charges afférentes à la sécurité sociale se fait sur une base tripartite. Les travailleurs cotisent, au même titre que l'Etat et les employeurs.

40. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que le texte de l'article 9 est incomplet sous sa forme actuelle; on peut s'en rendre compte en le comparant à l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cependant, son défaut essentiel est dû au fait qu'il est rédigé sous forme de déclaration, alors qu'il s'agit d'une obligation juridique de l'Etat envers la société. L'amendement de l'Union soviétique tient compte de la diversité des structures politiques et économiques des divers pays, et la formule proposée est assez large pour être acceptable par tous les Etats.

41. M. Morozov précise qu'en Union soviétique la notion de sécurité sociale englobe l'obligation qu'a l'Etat d'assurer aux personnes incapables de travailler ou aux retraités les services dont ils ont besoin. Par "assurance sociale", on entend l'aide matérielle fournie aux travailleurs en cas de maladie, de perte des gains du travail, de décès ou d'accident. En Union soviétique, les prestations peuvent atteindre de 70 à 90 pour 100 du salaire du travailleur. Il existe en outre un vaste réseau d'établissements sanitaires dont les frais sont couverts en grande partie par les caisses d'assurances sociales.

42. M. Morozov n'insistera pas sur la rédaction proposée par sa délégation. Si la majorité des délégations préfèrent une formule plus usuelle, par exemple "sécurité sociale, y compris les assurances sociales", il l'acceptera volontiers.

43. En ce qui concerne la proposition de l'Italie, le représentant de l'Union soviétique considère, à première vue, qu'elle n'améliore pas le texte de l'article. Elle exclut du bénéfice de la sécurité sociale un grand nombre de personnes dépourvues de ressources auxquelles l'Etat doit fournir une assistance. Il s'agit notamment des familles des travailleurs et des personnes incapables de travailler. L'adoption de cet amendement n'est donc pas souhaitable puisqu'elle aurait pour effet de limiter la portée de l'article 9.

44. M. MONTERO (Chili) est favorable au texte de l'article 9 tel qu'il a été rédigé par la Commission des droits de l'homme (E/2573, annexe I, A). Il est parfaitement compatible avec la législation sociale chilienne, législation très généreuse, dont les premières dispositions remontent à plus d'un quart de siècle. Plus des deux tiers de la population bénéficient actuellement du régime d'assurances sociales et de sécurité sociale, et les prestations ne cessent d'être étendues.

45. La Commission n'aurait pas intérêt à entrer dans le détail, car le principe qui est à la base même de l'article risquerait de s'en trouver compromis. Il y aurait donc lieu de conserver les mots "toute personne" et de rejeter l'amendement de l'URSS (A/C.3/L.556) qui vise à apporter une précision assez critiquable. En indiquant que les frais doivent être à la charge de

l'Etat ou de l'employeur, en excluant par conséquent toute contribution de la part du travailleur, ce texte ne respecte pas le principe de solidarité qui est le fondement des systèmes d'assurances sociales et de sécurité sociale.

46. M. VLAHOV (Yougoslavie) constate que le droit à la sécurité sociale, consacré à l'article 9, répond si bien aux exigences du monde contemporain que l'on imaginerait mal, à l'heure actuelle, un pays relativement évolué dont la population ne bénéficierait pas de mesures de protection dans ce domaine. De nombreux Etats ont dû adopter, souvent sous la pression de la classe ouvrière, une législation créant un système de sécurité sociale propre à assurer aux travailleurs un certain nombre de prestations. Il s'agit d'ailleurs, fréquemment encore, de prestations minimums.

47. On doit observer que l'assurance sociale change de nature et cesse de plus en plus d'être une assurance de type classique; son rôle social se précise toujours plus nettement. Cette transformation est sensible non seulement sur le plan national, mais aussi sur le plan international, comme le montre, par exemple, la Convention internationale du travail (No 102) concernant la norme minimum de la sécurité sociale. L'assurance, qui ne couvrait jadis que certains risques et ne s'appliquait qu'à une partie de la population, tend à se généraliser. C'est ainsi que, dans certains pays, tous les citoyens peuvent prétendre à l'assurance-vieillesse et que l'on étend l'assurance-maladie à des catégories de plus en plus nombreuses de la population.

48. Il serait regrettable, dans ces conditions, que le pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels se borne à la simple reconnaissance du droit à la sécurité sociale. Il conviendrait de préciser cette notion en énumérant, comme l'envisage d'ailleurs le représentant de l'Italie, les domaines les plus importants de la sécurité sociale.

49. M. PEREZ MATOS (Venezuela) déclare que sa délégation est favorable au texte original de l'article 9. L'expression "sécurité sociale" est fort appropriée en raison de sa portée générale: elle vise les assurances sociales et tous les autres systèmes accordant des prestations de caractère social. La notion est d'ailleurs bien connue en Amérique latine où des instruments internationaux la consacrent. Il ne paraît donc pas nécessaire d'ajouter les mots "et aux assurances sociales" après "sécurité sociale" comme le propose l'Union soviétique (A/C.3/L.556). Il ne faudrait pas, en tout cas, indiquer que les frais "doivent être à la charge de l'Etat ou de l'employeur". Cela risquerait de créer une certaine confusion.

50. M. MUFTI (Syrie) n'entend pas examiner au fond l'article 9 ou l'amendement présenté par l'URSS (A/C.3/L.556). Il voudrait simplement appeler l'attention de la délégation soviétique sur un point: sa proposition ne paraît tenir compte que de deux possibilités, le financement par l'Etat et le financement par l'employeur. Il existe cependant une troisième possibilité, celle où les frais seraient assumés par l'Etat et l'employeur conjointement, dans une proportion à déterminer. Le représentant de la Syrie propose de compléter le texte soviétique par les mots "ou des deux réunis" et demande à la délégation de l'URSS si elle serait disposée à incorporer ce membre de phrase à son amendement.

51. La délégation syrienne ne s'opposera pas aux efforts visant à rendre l'article 9 plus explicite; l'amendement de l'Union soviétique paraît être la manifesta-

tion d'un effort de ce genre. Elle s'opposera, au contraire, à ce que l'on alourdisse le texte de détails techniques qui limiteraient outre mesure la liberté d'action des Etats.

52. M. BRENA (Uruguay) estime que l'article 9, sous la forme que lui a donnée la Commission des droits de l'homme, est tout à fait acceptable; sa délégation est disposée à voter en sa faveur. Il ne paraît pas nécessaire de préciser l'expression "sécurité sociale", dont la portée exacte ne fait aucun doute pour les experts. Le but de la politique de sécurité sociale est d'assurer le bien-être de l'individu en le garantissant contre les risques auxquels il est exposé. Cette politique se traduit, sur le plan pratique, par un système d'assurances sociales. On irait au-devant de nouvelles difficultés si l'on devait préciser encore les catégories de personnes qui pourraient bénéficier de ces assurances. Le représentant de l'Italie a proposé de limiter aux "travailleurs" la reconnaissance du droit à la sécurité sociale, mais il vaudrait mieux conserver les mots "toute personne", car il s'agit d'un droit général.

53. M. Brena brosse un tableau rapide de la législation uruguayenne, qui couvre presque tous les risques auxquels sont exposées les personnes exerçant une activité et celles qui ne sont pas en mesure de travailler. Les prestations sont servies par des caisses de sécurité sociale, qui sont des organismes professionnels et décentralisés, de caractère public.

54. Examinant la proposition de l'URSS (A/C.3/L.556), le représentant de l'Uruguay fait observer qu'elle n'englobe pas tous les cas, car, dans un certain nombre de pays, les frais afférents aux assurances sociales sont financés grâce aux contributions tripartites de l'Etat, des employeurs et des travailleurs. La précision suggérée par la délégation soviétique ne paraît pas très opportune. On ne voit pas bien ce que l'on gagnerait à indiquer la manière dont les Etats devraient organiser le financement du régime de sécurité sociale. Ils doivent rester sur ce point libres de choisir la méthode qu'ils estiment la plus appropriée. Du reste, le pacte doit consacrer des principes généraux et laisser de côté toute formule trop détaillée.

55. Dans ces conditions, le représentant de l'Uruguay regretterait que le texte de la Commission des droits de l'homme soit modifié. Il constitue déjà un progrès important.

56. M. METALL (Organisation internationale du Travail), commentant certaines des observations présentées au cours du débat, souligne tout d'abord que le Conseil d'administration du Bureau international du Travail souhaiterait voir les articles du pacte maintenus sous leur forme actuelle, dans toute la mesure du possible.

57. Il indique que l'expression "sécurité sociale", née aux Etats-Unis d'Amérique et adoptée ensuite en Europe, est entrée peu à peu dans la terminologie internationale. C'est ainsi qu'en 1952 a été adoptée la Convention internationale du travail (No 102) concernant la norme minimum de la sécurité sociale. Le passage de l'expression "assurances sociales" à l'expression "sécurité sociale" correspond à un enrichissement de la notion, comme l'a noté le représentant de la Yougoslavie.

58. Le représentant de l'Italie a suggéré que l'on énumère à l'article 9 les risques que les régimes de sécurité sociale ont pour but de garantir. M. Metall rappelle, à ce propos, l'attitude adoptée par la Conférence internationale du travail en 1952: elle s'est rendu

compte que de nombreux pays ne pourraient ratifier la Convention No 102 concernant la sécurité sociale, qui visait à couvrir tous les risques, s'ils étaient tenus par l'ensemble de ses dispositions; aussi, conformément à l'article 2 de cet instrument, les Etats ont-ils eu la possibilité de procéder à une ratification partielle. Il est à craindre que si l'article 9 énonce tous les risques auxquels l'individu est exposé, un certain nombre d'Etats ne soient pas en mesure de l'approuver.

59. L'expression "toute personne" est compatible avec les législations qui reconnaissent aux travailleurs indépendants, et, de manière plus générale, à tous les habitants, le droit de bénéficier de la sécurité sociale. Si la Commission désire que le droit énoncé à l'article 9 soit appliqué très largement, l'expression "toute personne" paraît satisfaisante.

60. Le représentant de l'OIT rappelle, pour terminer, que le financement des régimes de sécurité sociale fait l'objet de l'article 71 de la Convention No 102.

61. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) est disposé à incorporer à son amendement la formule proposée par le représentant de la Syrie.

62. Il ne saurait admettre, en revanche, que les travailleurs supportent aussi la charge des assurances so-

ciales. Dans de nombreux pays, les syndicats luttent, précisément, pour que les salariés ne portent pas le fardeau de ces dépenses. C'est là une question importante. Certes, il appartient à chaque Etat d'organiser le régime de sécurité sociale à sa guise — c'est pourquoi il est superflu de prévoir des dispositions trop détaillées — mais on peut se demander s'il est équitable de consacrer le principe selon lequel les travailleurs doivent assumer une grande partie des frais. Cela n'est pas conforme à l'intérêt bien compris des salariés.

63. Le représentant de l'Union soviétique reconnaît que son amendement aurait pour effet d'entraîner des changements considérables quant au financement des assurances sociales dans un grand nombre d'Etats. Mais il fait observer que l'article 2, loin d'obliger les Etats à appliquer sans transition les dispositions du pacte, consacre nettement l'idée d'une mise en œuvre progressive. Il n'entend nullement donner le système de l'URSS comme critère, car ce système est lié à la structure sociale, économique et politique de l'Etat soviétique. Mais il voudrait éviter, en tout cas, que l'on considère comme satisfaisant un régime où les travailleurs seraient tenus de contribuer au financement des prestations sociales, car ce régime, en fait, ne serait pas progressiste.

La séance est levée à 18 h. 5.